



Les chimistes et l'affaire Dreyfus

G. BRAM • M.-P. HAMACHE • N. PIGEARD

Auguste Scheurer-Kestner, chimiste et sénateur, déclenche la révision du procès Dreyfus.

L'«Affaire Dreyfus», scandale politico-militaire, a divisé la France. À la fin de l'année 1897 et au début de l'année 1898, divers rebondissements aboutissent à la révision du procès d'Alfred Dreyfus, puis à sa réhabilitation. Le chimiste Auguste Scheurer-Kestner est l'un de ceux qui se battent pour obtenir la révision du procès. Quel est son rôle, dans cette bataille où d'autres chimistes se montrent également motivés et efficaces ?

Le 9 décembre 1894, le capitaine Alfred Dreyfus, officier d'état-major, juif, alsacien, est condamné par le conseil de guerre à la détention perpétuelle pour trahison. Dans le dossier de l'accusation, une seule pièce à conviction, non datée, non signée, le «bordereau», annonce l'envoi à l'attaché militaire allemand de documents relevant de la défense nationale. C'est sur la base de ce bordereau et d'un «dossier secret» communiqué uniquement aux membres du conseil de guerre pendant leurs délibérations que, malgré ses dénégations, Dreyfus est condamné.

Quatre ans plus tard, la demande en révision est admise. Jugé par un second conseil de guerre à Rennes, le 9 septembre 1899, Dreyfus est à nouveau déclaré coupable, mais bénéficie de circonstances atténuantes. Condamné à dix ans de détention, il est gracié par le président de la République Émile Loubet dix jours après sa condamnation. Il est réhabilité par la Cour de Cassation le 12 juillet 1906.

Par des batailles rhétoriques véhémentes, par l'intermédiaire de journaux qui les soutiennent, par les attaques diffamatoires que lancent d'autres quotidiens, les pro- et les anti-dreyfusards se déchaînent. Scheurer-Kestner prend une part active au débat.

Né en 1833 à Mulhouse, où son père possède une usine d'impression sur étoffes, Scheurer-

Kestner s'intéresse à la chimie, à Paris, dès 1852, et travaille dans le laboratoire d'un autre alsacien, Charles-Adolphe Wurtz, «l'apôtre» de l'école atomiste en France (deux écoles s'affrontaient alors : ceux qui, derrière le chimiste Marcellin Berthelot, sont hostiles à la notion d'atomes, et les partisans de la théorie atomique).

À la mort de son beau-père, en 1870, Scheurer-Kestner prend la direction technique des usines de fabrication de produits chimiques situées à Thann, que dirigeait le défunt. Il renforce l'activité de ces établissements qui, en 1884, deviennent les Fabriques de produits chimiques de Thann et de Mulhouse, qui existent encore aujourd'hui. Il y développe la chimie appliquée, sans négliger les aspects fondamentaux des problèmes techniques qu'il rencontre.

Il s'intéresse au pouvoir calorifique des combustibles solides, liquides et gazeux,

étude théorique qui servira à l'optimisation de divers procédés industriels ; il tente d'optimiser la fabrication industrielle de l'acide sulfurique. Depuis le début du XIX^e siècle, la «soude artificielle» est l'un des produits de base de l'industrie chimique ; on l'obtient en faisant réagir du sel marin, de l'acide sulfurique et de la craie. Scheurer-Kestner établit le mécanisme de la réaction et il optimise son rendement. Il s'intéresse également à l'industrie de l'aniline et des matières colorantes qui en sont dérivées. En 1894, il devient président de la Société chimique de France, sur les instances de Charles Friedel, un autre chimiste d'origine alsacienne.

Scheurer-Kestner a très tôt une activité politique. Né dans un milieu farouchement républicain, il prend part d'emblée à l'opposition au second Empire, aux côtés de Clemenceau et de Gambetta. En 1862, il est condamné à quatre mois de prison et à 2 000 francs d'amende pour «excitation à la haine et au mépris du gouvernement». Après l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne, il «opte» pour la France. En 1871, il est élu député de Paris. En 1875, il est nommé sénateur inamovible représentant de l'Alsace.

En janvier 1895, juste après la condamnation de Dreyfus, il est élu premier vice-président du Sénat. «Républicain modéré, mais pas modérément républicain», il jouit d'une réputation de droiture et de désintéressement ; il refuse la Légion d'honneur, incompatible, selon lui, avec les idéaux républicains, et les postes ministériels qui lui sont proposés. Introduit dans le monde industriel et politique, Scheurer-Kestner est une figure emblématique de l'Alsace exilée à Paris, après la guerre de 1870.

Pour toutes ces raisons, Mathieu Dreyfus, industriel alsacien et frère du capitaine, lui rend



1. Les caricaturistes se déchaînent contre Scheurer-Kestner, lorsqu'il tente d'obtenir la révision du procès Dreyfus. Le 18 décembre 1897, *Le Rire* publie un dessin intitulé «Scheurer-Kestner, ou un crâne sous une tempête».

visite le 7 février 1895. Il sollicite son appui pour prouver l'innocence du condamné. Scheurer-Kestner raconte dans ses *Mémoires d'un sénateur dreyfusard*, publiées en 1988, qu'il accueille Mathieu Dreyfus assez froidement et refuse de s'engager sans avoir recueilli des renseignements supplémentaires. Convaincu de la culpabilité de Dreyfus «condamné à l'unanimité par des officiers français», Scheurer-Kestner est pourtant troublé par certains aspects confus de l'accusation. Pendant plus d'un an, il poursuit ses investigations, mais ne parvient pas à une conclusion définitive. Le 13 juillet 1897, il apprend de source autorisée, mais sous le sceau du secret, le nom du véritable coupable : le commandant Esterhazy. Dès le lendemain, il affirme à ses collègues du Sénat qu'il est convaincu de l'innocence de Dreyfus.

Persuadé de l'honnêteté politique de ses amis au pouvoir, il est persuadé que le gouvernement réparera rapidement cette erreur judiciaire dramatique. Très vite, il déchant. Il découvre une réalité politique qu'il ne soupçonnait pas : un gouvernement résolu à défendre à tout prix le «respect de la chose jugée» et «l'honneur de l'armée». Parmi ses amis de longue date, le président de la République Félix Faure le reçoit le 29 octobre 1897, mais préfère «ne rien savoir et ne rien entendre». Le lendemain, il rend au général Billot, ministre de la Guerre, une visite dont le seul résultat sera d'amplifier la campagne de presse qui s'est déchaînée contre lui.

Dans la presse ou dans les lettres qu'il reçoit, on le traite de «vieux singe, vieille crapule, sale huguenot, sale juif, fripouille». Un correspondant écrit qu'il lui envoie «ses crachats microbiens». On l'accuse d'être à la solde des Allemands.

LA BATAILLE POUR LA RÉVISION

Au début de novembre 1897, indépendamment de Scheurer-Kestner, Mathieu Dreyfus identifie Esterhazy comme l'auteur du «bordereau» attribué à son frère. Ses conclusions sont alors confirmées par Scheurer-Kestner, qui connaît la vérité depuis six mois. Il décide de publier la vérité. Le 15 novembre 1897, *Le Temps* publie une lettre où Scheurer-Kestner affirme l'innocence de Dreyfus, indique qu'il connaît le vrai coupable et qu'il a soumis en vain au gouvernement des pièces démontrant l'innocence de l'ex-capitaine.

Le 7 décembre au Sénat, il interpelle le gouvernement et obtient une nouvelle expertise du bordereau. Celle-ci se tient dans le cadre de la comparaison d'Esterhazy devant le conseil de guerre de Paris ; elle a lieu les 10 et 11 jan-

vier 1898, à la suite de la plainte officielle déposée par Mathieu Dreyfus. La nouvelle expertise innocente à nouveau Esterhazy.

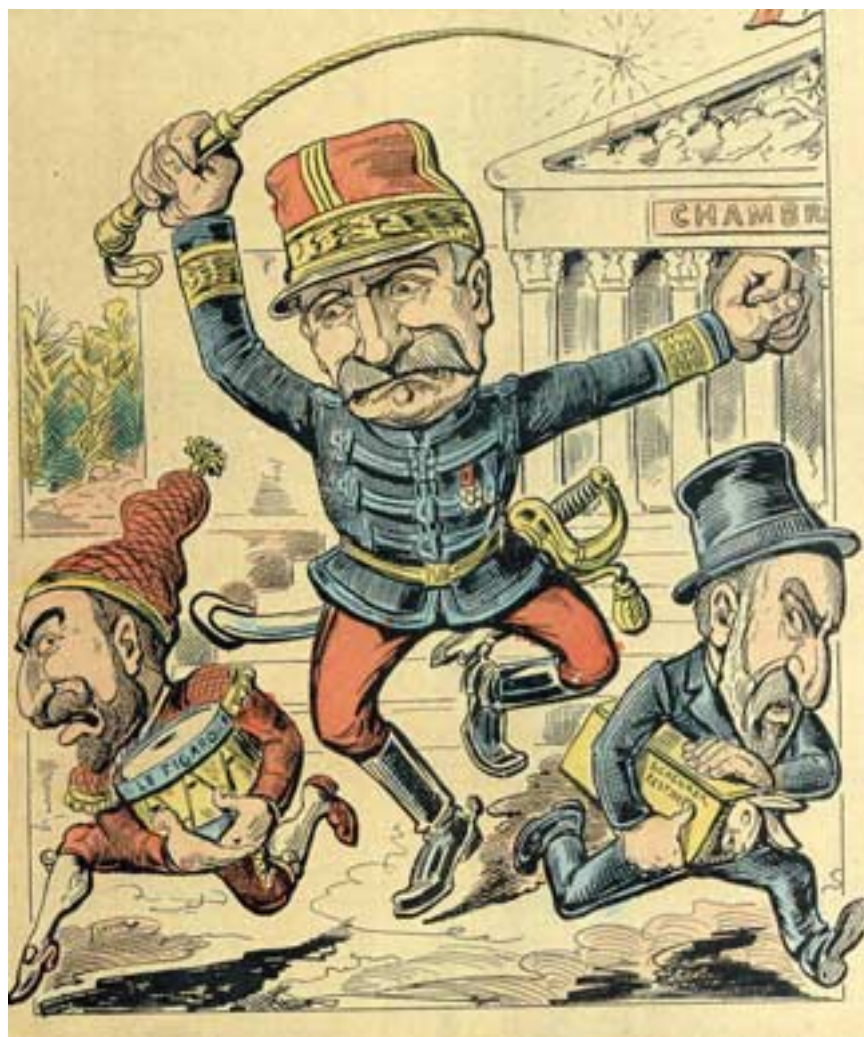
Le 13 janvier 1898 lors du renouvellement du bureau du Sénat, Scheurer-Kestner n'est pas réélu à la vice-présidence. Le même jour *L'aurore* publie la lettre «J'accuse» d'Émile Zola au président de la République. Il prend violemment à parti les ministres et anciens ministres de la Guerre et les cadres supérieurs de l'état-major, tous nommément désignés.

Ainsi, parmi les dreyfusards, il y a deux tendances : ceux qui pensent convaincre les hommes d'État de l'innocence de Dreyfus afin qu'ils demandent la révision du procès et sauvent l'honneur de la République, et ceux qui, convaincus de la complicité du gouvernement, pensent que cette révision doit être obtenue par la pression populaire. D'un côté, Scheurer-Kest-

ner, farouche républicain, pétri de légalisme, de l'autre Zola.

Fatigué, désabusé par l'attitude de la plupart de ceux qu'il considérerait comme ses amis politiques, atteint d'un cancer de la gorge, Scheurer-Kestner se retire de la lutte active en 1898 après avoir soutenu Zola, lors du procès qui lui est intenté à la suite de la parution de «J'accuse». Scheurer-Kestner meurt le 19 septembre 1899, le jour même où Émile Loubet, président de la République, signe la grâce de Dreyfus.

En janvier 1898, à la suite de l'acquiescement d'Esterhazy, paraissent des pétitions d'écrivains, de scientifiques, d'artistes, d'«intellectuels» demandant soit la révision du procès de Dreyfus, soit le maintien des garanties légales des citoyens contre tout arbitraire. Parmi les jeunes signataires Paul Langevin, Jean Perrin, Émile Borel ou Jacques Hadamard. L'originalité de cette mobilisation intellectuelle



Georges Bram

2. Scheurer-Kestner, qui a acquis la conviction de l'innocence de Dreyfus, mais ne peut révéler ses sources, est représenté dans divers journaux, ici *Le Piliore*, comme un médiocre prestidigitateur faisant sortir un lapin d'une boîte. Le général Billot, ministre de la Guerre, pourchasse le sénateur et *Le Figaro*, qui vient de publier un article compromettant pour Esterhazy. Scheurer-Kestner ne sera pas réélu à la vice-présidence du Sénat à cause de sa position dreyfusarde.